



Conférence téléphonique MEFR du 4 novembre 2020 avec Olivier DUSSOPT



Une annonce

qu'on se doit de mettre en exergue ...

O. DUSSOPT a annoncé que, pour le lourd dossier du Tripode (immeuble amiante situé à Nantes) le Ministère renonçait à faire appel des décisions de justice (à l'instar du Ministère des Affaires Etrangères).

Face ce drame humain, même si nous pouvons que déplorer le temps écoulé, nous nous devons de saluer cette décision. Il n'est pas abusif de dire que l'État retrouve – enfin – de la dignité dans l'affaire.

En guise de préalable, Solidaires Finances a notamment mis l'accent sur les points suivants :

- au terme de préparation, nous paraissions peu ou prou presque aussi dépourvus qu'au printemps, face à la pandémie. Aucun bilan digne de ce nom ne semble avoir été tiré.
- nous constatons malheureusement que **les agents sont très souvent confrontés à des injonctions contraires.**
- à notre sens, face à une deuxième vague qui semble pire que la première, nous devrions en être au stade des PCA, et non de solutions hybrides que plus grand monde ne comprend.
- nous insistons sur **la prise en compte des risques professionnels** (notamment par rapport au DUERP). Par ailleurs, une attention toute particulière doit être réservée aux personnes en situation de vulnérabilité.
- face à la pandémie, le fait de **suspendre le jour de carence** devrait relever de la simple évidence.
- le télétravail est à l'évidence un mode de réponse à la crise. Il faut en lever les freins, tous les freins ! Au passage, il faut à tout prix bannir la manie du compte-rendu perpétuel, qui finit par pousser l'agent à opter pour du présentiel pour être plus tranquille à ce niveau-là ...
- enfin, vis-à-vis du contexte que vivent les agents, l'impact psychique ne doit pas être mésestimé.
- **notre fédération demande la suspension des réformes en cours, alors que le pays traverse une pandémie dont le terme est loin d'être connu.**
- nous exigeons la vérité due aux agents s'agissant du devenir de la DGDDI, gravement en question par la perte des missions fiscales.
- nous demandons le report de toutes les réunions qui peuvent l'être, à l'exception de tout ce qui est lié à la crise sanitaire.

Olivier DUSSOPT a apporté les réponses suivantes :

- face à la crise, l'optique du Gouvernement est de favoriser l'activité privée et publique. Nous disposerions de protocoles sanitaires que nous n'avions pas au printemps et qui nous permettent de ne pas être amené à (trop) réduire l'activité.

- le cap des réformes est maintenu :

Il s'agit notamment ici du réseau de proximité (NRP) de la DGFI, de l'unification du recouvrement et du transfert des missions fiscales de la DGDDI vers la DGFI.

S'agissant de la DGDDI, la taxe sur les produits énergétiques (TICPE) sera bel et bien transférée par voie d'amendement au PLF 2021, avec la date d'effet de 2024. Pour lui, la DGDDI a un horizon clair : facilitation et protection. Cas particulier : le site de Metz qui a connu une succession de restructurations sans précédent. Il a été indiqué que tout agent des Douanes en poste à Metz pourra rester sur ce bassin d'emploi, à la DGDDI, au Ministère ou dans une autre administration.

Enfin, les réformes en matière de RH (LTFP notamment) seront elles aussi poursuivies. Pour le ministre, il vaut mieux avoir des LDG que la loi à l'état pur ...

Mesures pratiques :

- le ministre est d'accord pour la **mise à jour des DUERP**. Il indique également que les administrations doivent travailler à leurs PRA et PCA
- **les ASA garde d'enfant** sont possibles en cas de fermeture d'école (attestation de l'établissement à fournir)
- **la carte professionnelle** est admise comme justificatif de déplacement.
- si la question de la prise en charge des frais de transport dans le cadre de la crise n'est pas ouverte à ce jour, celle des **frais de restauration** peut l'être. En effet, dès lorsque la possibilité de restauration administrative (cantine ou panier-repas) est suspendue du fait de la crise, il pourra y avoir une prise en charge des frais.

Pour Solidaires Finances, si un réel échange ne peut être nié, les orientations gouvernementales n'en continuent pas moins de faire débat dans la population générale comme au sein des agent.e.s des Finances.

A notre sens, il demeure un décalage flagrant entre une situation qu'on nous annonce pire que celle que nous avons connue et une politique générale qui paraît en décalage. On peut craindre qu'à un horizon rapproché, l'État apparaisse à nouveau comme ayant un train de retard. Et ceci est extrêmement préjudiciable tant pour l'intérêt public que pour l'agent qui porte ce dernier.

L'argument des protocoles sanitaires qui seraient plus efficaces nous laisse plus que dubitatifs. A notre sens, si c'était vraiment le cas, nous ne serions pas en train d'affronter une vague plus forte à l'heure actuelle ...

Nous constatons beaucoup de freins et de comportements qui ne sont manifestement pas à la hauteur de la gravité de la situation. Et l'État ne prend pas de mesures emblématiques et radicales pour changer les choses. En tout cas, pas assez .. Votre quotidien est souvent là pour le prouver !

S'agissant des réformes, nous ne sommes pas surpris de la réponse bien évidemment. Toutefois, face au contexte que traverse le pays, ne même pas pouvoir mettre les choses sur pause demeure une forme de performance qu'on ne qualifiera pas de louable, loin s'en faut !

Pour ce qui concerne la gestion RH, entre la loi et les LDG, on peut craindre qu'en fait cela ne change strictement rien ou pas grand-chose. En effet, le principe est que l'administration-employeur fasse ce qu'elle veut.

Au-delà des mots, les perspectives pour les services et les agents demeurent globalement peu claires.

S'agissant de la DGDDI, nous notons encore l'emploi du mot « facilitation » en premier lieu. C'est un symbole ... Mais est-ce encore le bon en 2020 ? C'est loin d'être sûr ... En tout état de cause, il faudra mettre un contenu derrière les mots.

O. Dussopt a évoqué le fait que « nous savons où nous allons ». Pas évident que l'agent partage le constat ou alors en des termes qui pourraient s'avérer triviaux s'agissant de la fin de la course ...